

# **De Dessalines à Duvalier**

**Race, Couleur et Nation en Haïti**

**David Nicholls**

Traduit de l'anglais par **Max Dorsinville, PhD**

Des cendres et de la poussière, Jean-Jacques  
s'éleva, aigle de bronze, unifiant  
les damnés du nouveau monde, pour brûler, piller  
et tailler des traces fraîches dans la jungle  
noire de la domination blanche.

Le fer noir frappe et le sang bleu se répand  
alors que les armées fuient la colère  
de l'Africain doré opprimé,  
qui serait libre...ou mort.

W.P.

*À la mémoire de Mam  
qui aimait les gens et les livres  
et m'enseigna de même*

## **Table des Matières**

Épigraphes

Préface de la 3<sup>ème</sup> édition

Préface de la 1<sup>ère</sup> édition

Note sur la terminologie

Carte

- 1 Introduction
- 2 Les Pères de l'indépendance nationale (1804-1825)
- 3 Orgueil et préjugés (1820-1867)
- 4 Libéraux et nationaux (1867-1910)
- 5 Haïti occupée (1915-1934)
- 6 Littérature et dogme (1930-1945)
- 7 Les Authentiques et leurs adversaires (1946-1957)
- 8 Culture et tyrannie (1957-1971)
- 9 Conclusion

Bibliographie

Index

## Préface de la 3<sup>ème</sup> édition

Mille neuf cent quatre-vingt-six vit la fin de presque trente ans de la dictature des Duvalier en Haïti lorsque, le 7 février, Jean-Claude (« Baby Doc ») Duvalier prit le chemin présidentiel familial de l'exil. Sa chute résulta dans une large mesure d'une incapacité de composer avec le mouvement grandissant de protestation à travers le pays pendant les trois mois précédents. Le Conseil National de Gouvernement (CNG) qui prit le pouvoir fut apparemment choisi par Duvalier en consultation avec l'ambassade des États-Unis afin de garantir une paisible transition. Ceci fut clairement perçu par des éléments vocaux dans la population et bientôt les duvaliéristes les plus notoires furent éliminés de la junte. Néanmoins, le processus de déracinement du duvaliérisme (*déchoukaj*) reçut peu d'appui du CNG et un certain nombre de criminels politiques notoires purent quitter le pays; d'autres anciens *macoutes* furent incorporés dans l'armée. Les mois qui suivirent furent caractérisés par des démonstrations populaires de mécontentement et par la croissance de partis politiques, syndicats, journaux libres et stations de radio. Les médias, en particulier la station catholique *Radio Soleil*, avaient joué un rôle majeur dans les événements qui menèrent à la chute de Duvalier et connurent conséquemment une popularité considérable. Cela se refléta dans plusieurs des murales qui parurent à travers la capitale et d'autres villes de province célébrant la chute de Baby Doc. La hiérarchie de l'église, qui avait donné son appui prudent aux protestations, encouragea une réforme modérée et s' alarma devant la croissance des groupes radicaux et lança un avertissement contre le « communisme athée ».

Une nouvelle constitution –qui reçut l'approbation générale et inattendue en mars 1987—fut le prélude des élections avortées du 29 novembre. Elles furent caractérisées par une violente protestation de gangs armés de duvaliéristes protégés par l'armée. Une élection frauduleuse en janvier 1988, gérée par les militaires et boycottée par la plupart des partis politiques, amena Leslie Manigat à la présidence, un poste dont il fut évincé sans égard quelques mois plus tard. Les militaires, sous Henri Namphy et plus tard Prosper Avril, présidèrent sur une situation de désordre,

corruption, trafic de narcotique et de violence arbitraire de la part des duvaliéristes et d'autres. Après l'installation d'une administration civile temporaire, sous Ertha Pascal-Trouillot, des élections eurent lieu en décembre 1990. Jean-Bertrand Aristide, un prêtre défroqué, reçut deux tiers des votes dans un balayage massif.

Après un coup d'État raté, organisé par des anciens *macoutes* sous Roger Lafontant, Aristide assumait son poste en février 1991. Malgré (ou peut-être à cause) des changements significatifs dans le leadership de l'armée, il fut la victime d'un coup d'État militaire en septembre de la même année. Il vécut en exil pendant trois ans, et retourna au pays en octobre 1994 sous le parapluie d'une intervention militaire américaine.

Sous Baby Doc, la question de couleur joua un rôle très mineur. Il avait peu d'intérêt dans le *noirisme* épousé par son père. Des anciens duvaliéristes furent, toutefois, critiques de son alliance avec des éléments de la bourgeoisie de peau claire, telle que symbolisée par son mariage avec Michèle Bennett. D'autres remarquèrent que les Duvalier, père et fils, avaient des épouses à la peau plus claire qu'eux, et que les petits-fils de Papa Doc étaient effectivement des mulâtres. Quoique la couleur restait significative d'un point de vue social, elle avait peu à voir avec les alignements politiques depuis la mort de François Duvalier. Les questions de race et d'indépendance nationale devinrent importantes dans les relations avec les États-Unis et la République Dominicaine. Les critiques de l'intervention étrangère qui remit Aristide au pouvoir furent énoncées sur les thèmes familiers du nationalisme ethnique, incarnant la vision d'Haïti comme un symbole de la dignité noire et de l'indépendance. D'autres virent cette désapprobation comme rien de plus que la réaction égoïste d'un petit groupe à n'importe quoi qui pourrait défier leurs intérêts acquis.

## I

### *La chute des Duvalier*

La fuite de Baby Doc en février 1986 doit être comprise contre la toile de fond, vers la fin des années soixante-dix, d'une aliénation croissante d'une classe moyenne de noirs qui avaient joué un rôle clé sous le père. Jean-Claude Duvalier remplaça ces

hommes par de jeunes technocrates, dont plusieurs étaient de familles mulâtres de l'élite. Les vieux chefs *macoutes*, dont la loyauté au régime avait été maintenue par la médiation de Simone Ovide Duvalier (la veuve de Papa Doc), devinrent désillusionnés et mécontents. Le président se retrouva de plus en plus dépendant de sections du milieu d'affaires. Ceci fut symbolisé par son mariage en 1980 avec Michèle, la fille à la peau claire d'Ernest Bennett, un homme d'affaires qui était vu par l'élite comme un *arriviste*. Avec Fritz Mevs et quelques autres familles mulâtres non de l'élite, Bennett avait amassé une fortune colossale sous les Duvalier, et son ascension rapide suscita l'hostilité de familles de l'élite traditionnelle. Même parmi la bourgeoisie relativement prospère, le style de vie extravagant et la corruption évidente de la clique Duvalier/Bennett créa un malaise.

La pierre d'assise du régime de Papa Doc résidait dans les secteurs moyens de la population haïtienne : les modestes propriétaires terriens et les *spéculateurs* à la campagne, les avocats, médecins, petits commerçants, fonctionnaires et d'autres professionnels et gens de métier dans les villes. Dans l'histoire d'Haïti, cette classe noire *intermédiaire* n'avait pas coutume de recevoir grand-chose sous forme de patronage jusqu'à ces années récentes, et était donc prête à appuyer le régime de Duvalier même pendant les années de vache maigre de la mi-soixante, lorsque des efforts furent faits par les États-Unis et la République Dominicaine pour renverser le gouvernement par des sanctions économiques et des menaces d'intervention militaire. Le milieu des affaires, d'autre part, était une base encore plus volatile et moins fiable sur laquelle le régime pouvait se reposer. Accoutumé à un niveau de vie élevé et un bon lot de patronage gouvernemental dans le passé, toute menace sérieuse contre sa prospérité mènerait à la recherche d'un nouveau président. La perte d'appui de secteurs clés de la classe moyenne noire par Jean-Claude était en fait le changement structurel qui permit aux mouvements de protestation de réussir.<sup>1</sup>

L'insistance du président Jimmy Carter (1976-80) de restreindre l'aide étrangère aux pays qui avaient progressé dans le domaine des droits humains eut des effets notables en Haïti. Des stations de radio populaires virent le jour et des journaux d'opposition commencèrent à paraître dans la rue. Plus de cent prisonniers politiques furent relâchés en 1977. La « libéralisation » du duvaliérisme fut, toutefois, de courte

durée. La victoire républicaine de Ronald Reagan fut un signal pour la répression renouvelée en Haïti.<sup>2</sup> Néanmoins, la critique ouverte du duvaliérisme se poursuivit jusqu'au début des années 1980, affaiblissant encore plus le régime.

Lorsque Jean-Claude Duvalier se rendit compte qu'il perdait l'appui des secteurs de la classe moyenne noire et des *macoutes* de la vieille garde, il essaya de s'adresser par-dessus leurs têtes aux masses. Des programmes à la *Radio Nationale* encouragèrent les citoyens de se plaindre à propos de cas locaux d'injustice ou d'incompétence. Il posa comme défenseur des paysans ordinaires contre les bureaucraties régionales. Ce geste connut des ratés, parce qu'il aliéna encore plus des personnages clés locaux qui étaient encore capables –par leur contrôle du patronage et des organisations de *macoutes*—de mobiliser un appui populaire pour le régime. Cette politique aurait pu gagner au plus pour le président un certain degré de bienveillance dispersée. Des conseils communaux furent aussi établis pour donner l'apparence de démocratie locale. La plupart d'entre eux étaient contrôlés par des duvaliéristes et avaient peu d'efficacité. D'autres, cependant, grandirent et devinrent des centres sur lesquels des réclamations significatives pour le changement étaient focalisées. Les partisans du président, connus comme des *jean-claudistes*, proposèrent un programme supposément progressiste de réforme économique et de démocratie politique, mais tellement loin de satisfaire les réclamations croissantes pour le changement, ces actions encouragèrent les opposants à réclamer encore plus.

C'est dans ce contexte que les événements menant au départ de Baby Doc doivent être compris. De vastes protestations populaires, commençant en novembre 1985, étaient prudemment appuyées par la hiérarchie de l'église et les stations de radio; le refus d'éléments de l'armée d'adopter une politique résolument répressive et la désorientation des *macoutes* donnèrent lieu à une crise. Un aspect significatif des mois qui précédèrent la fuite de Baby Doc était le rôle relativement mineur joué par les *macoutes*, qui étaient divisés et généralement démoralisés. La décision éventuelle de l'ambassade américaine de pressurer Duvalier pour qu'il quitte, et l'accord de la France pour le recevoir, furent les derniers éléments du drame du 7 février 1986. Ce qui requiert une explication peut-être est non pas la chute de Jean-Claude Duvalier, mais plutôt le maintien d'un régime sur presque trente ans auquel de vastes sections

de la bourgeoisie s'opposaient, qui ne fit rien pour la grande majorité de la population et qui se comportait de façon brutale et inhumaine. Pourquoi le peuple ne se rebella-t-il pas auparavant?

Haïti est un pays qui est vraiment incompris par les observateurs étrangers. Le fait que le gouvernement de Baby Doc avait fait peu ou rien pour améliorer les conditions de vie de la majorité du peuple n'était pas vu par les Haïtiens comme une condition suffisante pour s'en débarrasser. Il y avait peu de chance qu'aucun autre gouvernement fasse plus pour eux, parce que cela n'avait pas été leur attente du rôle d'un gouvernement. Les masses en Haïti voient l'État comme un corps qui vient taxer, confisquer ou emprisonner, et le moins de contact qu'elles avaient avec lui était pour le mieux. Elles vont, cependant, résister à ce qu'elles perçoivent comme une intervention excessive dans leur vie quotidienne. Lorsque des membres progressistes et bien intentionnés de l'élite demandèrent aux masses de se révolter contre les Duvalier, elles choisirent de ne pas réagir, ayant une idée astucieuse que les choses pourraient même empirer. Vers 1985, une combinaison de circonstances se conjuguèrent pour les convaincre que le régime devait partir. Un niveau de vie baissant, l'épisode de la fièvre de porc, le niveau croissant de corruption, le lot des *boat people* et les malheurs des coupeurs de canne à sucre dans la République Dominicaine furent une partie des facteurs négatifs. Du côté positif, plusieurs Haïtiens ordinaires furent convaincus, en partie à cause de leur participation dans un grand nombre de projets coopératifs, que les choses pouvaient changer pour le mieux, mais seulement sous un nouveau régime.

#### *Le duvaliérisme et l'État total*

J'ai soutenu que de qualifier le duvaliérisme de totalitarisme est se méprendre sur la situation. Papa Doc doit être plutôt vu comme un chef autoritaire et autocratique; ceci est encore plus vrai pour son fils.<sup>3</sup> Dans ses travaux récents, cependant, Michel-Rolph Trouillot dépeint le duvaliérisme comme un déplacement de la politique autoritaire vers le totalitaire.<sup>4</sup> En effet, la seconde partie de son édition en langue anglaise de son livre est intitulée « La Solution Totalitaire ». Alors qu'il présente une interprétation généralement exacte et érudite du passé haïtien, je crois qu'il fait erreur sur le sujet.



D'abord, il ignore la caractéristique *la* plus importante d'un régime totalitaire : le désir d'imposer un mode de vie dynamique et total sur la nation et un souci pour chaque aspect de la vie quotidienne du peuple. À un moment particulier, Trouillot laisse tomber son argumentaire. Il dit que « le duvaliérisme n'avait aucun programme autre que le pouvoir pour le pouvoir ».<sup>5</sup> Un régime dont le seul programme est de prendre le pouvoir et de s'y accrocher ne peut pas être qualifié de totalitaire à proprement parler. Trouillot fait même référence aux « tendances totalitaires » de l'autocratie Paul Magloire; ce qui suggère une très curieuse conception du totalitarisme. Il serait difficile de concevoir un dirigeant latino-américain qui se conformât aussi peu au modèle totalitaire que Magloire le playboy. La politique de Magloire et des Duvalier est plus près de l'autocratie que du totalitarisme. Et combien différent du désir dynamique et fanatique de remodeler la nation italienne, ou de purifier le peuple allemand du sang non-aryen, ou de collectiviser les paysans dans un État communiste total!

Bien que beaucoup de ce que dit Trouillot au sujet du régime Duvalier est exact--son extension brutale de la terreur dans le massacre de femmes et d'enfants, son sabotage réussi de chaque institution du pays susceptible de constituer un centre de résistance au dirigeant, son recrutement des masses par l'entremise de la milice civile (VSN), ne représentent pas des aspects distincts d'un régime totalitaire. On peut les trouver sous des formes non-totalitaires de despotisme, surtout sous une forme populiste.

Un aspect du duvaliérisme auquel Trouillot réfère semblerait suggérer une tendance totalitaire, si il y avait effectivement une représentation exacte de la situation. « Vers le milieu des années soixante, il ne restait que deux options : une était duvaliériste, l'autre anti-duvaliériste ».<sup>6</sup> Leslie Manigat énonça une idée semblable il y a quelques années. « L'omniprésence de la politique dans tous les aspects de la vie est telle que si un homme ne fait pas de la politique, la politique, elle, vient à lui ».<sup>7</sup> Alors que cela a pu être le cas pour une petite classe d'intellectuels et d'aspirants politiciens, de riches hommes d'affaires et d'autres personnages de l'élite, la majorité de la population, la plupart du temps, maintenait une attitude détachée, ni pour ni contre le régime. Certainement, l'organisation rurale des VSN et

le comportement sans scrupule des chefs *macoutes* locaux signifiaient que personne n'avait l'assurance d'être laissé tranquille. Même à l'époque des « caciques » du dix-neuvième siècle, comme Merisier Jeannis et les chefs *cacos*, toutefois, plusieurs paysans furent involontairement impliqués dans les luttes politiques de l'époque.

Sous les Duvalier, il y avait très peu de pression sur la plupart de la population de s'impliquer explicitement en politique; une apparence de conformité suffisait. Les hommes d'affaires étaient généralement laissés à leur poursuite de l'argent, quoiqu'ils étaient encouragés à le partager par les menaces de *macoutes* ou par l'emprisonnement temporaire au palais. Il n'y avait aucun souci de pureté idéologique, même parmi les duvaliéristes eux-mêmes. Les opportunistes étaient bien accueillis. Les duvaliéristes recrutèrent des marxistes (Lucien Daumec), des anciens fascistes (Gérard de Catalogne), des socialistes technocrates (les frères Blanchet), ainsi que des *noiristes* (Clovis Désinor). Ceci offre un saisissant contraste avec l'Allemagne nazie, où l'orthodoxie et le dévouement sincère au parti étaient exigés; le théoricien légal Karl Schmitt, par exemple, qui se plia vers l'arrière pour se conformer au régime d'Hitler, fut expulsé des bureaux du parti en 1936 comme un opportuniste qui ne croyait pas consciemment aux enseignements purs du parti. L'indifférence craintive qu'inspira la terreur duvaliériste –le désir de ne rien savoir et d'être perçu comme ne sachant rien en politique—est une caractéristique classique du despotisme traditionnel. Karl Wittfogel mentionne l'incident des *Nuits d'Arabie*, lorsqu'un corps est déplacé pendant la nuit de l'extérieur d'une porte à l'autre, personne ne voulant être trouvé avec lui le matin.<sup>8</sup>

Des pouvoirs et des qualités surnaturels étaient souvent attribués à Papa Doc. Plusieurs de ses mots et actions avaient une signification symbolique dans la religion vaudou. Des milliers d'affiches parurent à l'occasion de l'inauguration prochaine du barrage de Péligre proclamant que « Duvalier seul est capable d'harnacher l'énergie de Péligre et de la donner au peuple ». D'autres avaient Jésus, une main posée sur Duvalier, proclamant « Je l'ai choisi ». Des versions du Notre-Père et d'autres prières chrétiennes furent publiées, substituant le nom de Duvalier. Une forme de confession commence avec ces mots, « Nous confessons que nous n'avons pas voté pour vous en 1957... » Mais tout cela n'est pas inhabituel dans les États autocratiques aussi bien

que totalitaires. L'évêque Paul Robert des Gonaïves accueillit le candidat présidentiel Paul Magloire dans la ville en 1950 avec les paroles (exprimées par les disciples de Jean le Baptiste à Jésus) « Êtes-vous celui que nous attendions ou bien devrions-nous chercher quelqu'un d'autre »?<sup>9</sup>

### *Le gouvernement provisoire et le mouvement populaire*

La junte qui accéda au pouvoir en février 1986 était dominée par les militaires et dirigée par le général Henri Namphy, qui avait été le chef de cabinet de Jean-Claude et un favori de son père. Les autres membres étaient les colonels Williams Régala et Max Vallès, ainsi que deux civils, Alix Cinéas et Gérard Gourgue. Ce dernier était en fait le seul non-duvaliériste dans la junte et avait dirigé pendant plusieurs années un groupe de défense des droits humains. Plusieurs ministres nouvellement nommés avaient été impliqués avec l'ancien régime. Des manifestations populaires forcèrent Namphy à se débarrasser de Cinéas et de Vallès, ainsi que d'autres. Le drapeau bleu et rouge (les couleurs en position horizontale), qui avait réapparu dans les manifestations populaires, fut restauré. Papa Doc l'avait remplacé en 1964 par le noir et le rouge, qui avait été le drapeau des chefs noirs Dessalines et Christophe.<sup>10</sup> Malgré ce geste symbolique, le CNG fut accusé de protéger les anciens *macoutes* et de faciliter la fuite d'Albert Pierre, l'ancien chef de police, Rosalie Adolphe, commandante pendant quelques années du notoire Fort Dimanche, et d'autres. Les plans de l'armée d'exporter l'ancien chef *macoute* et tortionnaire, Luc Désyr, furent, cependant, détournés par une foule immense présente à l'aéroport pour empêcher son départ. Ces actions du gouvernement furent dénoncées par Gourgue qui démissionna bientôt de la junte et de son poste comme ministre de la Justice. Quelques mois plus tard, trois des ministres les plus libéraux furent remplacés et le CNG sembla adopter une voie autoritaire grandissante. Dans l'opinion populaire, c'était le colonel Régala qui semblait être l'éminence grise du pouvoir dont les liens étroits avec les États-Unis lui donnaient du poids. Duvalier était parti, mais le duvaliérisme paraissait en bonne forme.

Un élément intéressant dans les événements menant au départ de Baby Doc était le refus évident des militaires de le remplacer, malgré les demandes populaires pour

ce faire. Dans la plupart des pays latino-américains faisant face à une telle crise, n'importe quel leadership militaire qui se respecte aurait pris le pouvoir beaucoup plus tôt. En Haïti même il y avait eu une longue tradition de règne militaire. L'indépendance fut acquise par une lutte armée, et tous les chefs d'État du dix-neuvième siècle étaient des militaires. Cependant, François Duvalier s'était bien vanté d'avoir retiré l'armée de son rôle d'arbitre d'événements politiques en Haïti, plaçant l'armée sous le contrôle ferme du président. Sa politique fut si bien réussie que toute une génération de militaires avait grandi sans que la notion de coup d'État militaire entre à peine dans leur champ conceptuel. C'est, dans ces circonstances, ironique de voir les États-Unis, qui avaient fait des efforts énergiques mais vains pendant la première occupation (1915-34) pour dépolitiser l'armée haïtienne, encourager un général Namphy, de toute évidence peu enthousiaste, à prendre le pouvoir.

Quoique des chefs de l'armée avaient protégé quelques-uns des principaux *macoutes*, ils furent incapables d'empêcher la populace de passer à l'action directe contre les chefs locaux de l'ancienne milice. Un nombre d'entre eux furent massacrés par des foules en colère, dont plusieurs parents et amis avaient été tués par ces *macoutes*, ou qui avaient été elles-mêmes emprisonnées ou torturées sous Duvalier. Plusieurs chefs *macoutes* locaux avaient aussi été des *houngans* (prêtres vaudou), et les attaques s'étendirent à un assaut général des temples vaudou et des prêtres qui eux-mêmes n'étaient pas étroitement associés au régime. Quoique François Duvalier avait sans aucun doute forgé des liens étroits avec plusieurs *houngans*, il n'était pas évident que la religion vaudou était ouvertement duvaliériste. En fait, dans certaines régions, les prêtres vaudou s'étaient alliés avec des prêtres catholiques s'opposant aux duvaliéristes locaux. Néanmoins, les attaques sur le vaudou furent encouragées à l'origine par le clergé catholique et protestant et par les médias de l'église, bien que lorsque les choses devenaient hors de contrôle les stations de radio de l'église exhortèrent leurs auditeurs à renoncer à toute agression physique de ce genre. Il est difficile d'estimer le nombre de *houngans* tués pendant les premiers mois du nouveau gouvernement. Le chiffre avancé par quelques chefs vaudou que plus de mille furent tués est probablement exagéré; le chiffre plus exact, cependant, serait dans les centaines. Une association pour la protection de la culture nationale fut formée par

des intellectuels sympathiques à la religion vaudou, incluant le romancier Franck Étienne et l'ancien prêtre catholique Laënnec Hurbon.

Le mécontentement populaire avec les attitudes et les actions du CNG se manifesta en avril 1986 dans une manifestation massive organisée par la ligue d'anciens prisonniers politiques à l'extérieur de l'infâme geôle de Fort Dimanche. Bien que la manifestation fut paisible, certains groupes parurent pour provoquer une confrontation avec l'armée qui paniqua et fit feu sur la foule, tuant six ou sept personnes et blessant beaucoup d'autres. D'autres manifestations et grèves eurent lieu dans les mois suivants, et en juin le général Namphy déclara que le pays était « au bord de l'anarchie ». Des actions arbitraires de membres des forces armées, incluant l'arrestation et meurtre d'un chef communautaire, en vue dans le mouvement d'alphabétisation (Misyon Alfa), provoqua d'autres manifestations en novembre. La tentative par des duvaliéristes, incluant les frères Raymond, de former un parti politique fut bloquée par une junte nerveuse.

Un aspect singulier de la période post-Duvalier a été le rôle joué par les mouvements populaires dans les campagnes et dans les cités provinciales, souvent fondés sur les entreprises coopératives qui avaient grandi dans les dernières décennies, souvent sous les auspices des églises locales.<sup>11</sup> Des six millions de population environ, plus de 80 pourcent vivent à la campagne et dans des petites villes. Ces mouvements furent accompagnés à Port-au-Prince par des brigades de vigilance et d'autres groupes communautaires, notamment dans des banlieues comme Carrefour Feuille et Cité Soleil. Elles érigeaient des barricades, interrogeaient les étrangers et alertaient sur la présence de visiteurs de l'armée ou des *macoutes*. Dans des situations de crise elles faisaient connaître leur présence par la pratique de *bat teneb*, popularisée par les partisans urbains de Daniel Fignolé dans les années quarante et cinquante, qui frappaient sur des portes et des balustrades de fer et d'acier à travers le district. Je me souviens d'avoir marché dans la partie ouest de la capitale la veille de l'élection de novembre 1987 avec l'accompagnement impressionnant et quelque peu menaçant d'une telle cacophonie.

Le mouvement culminant dans le renversement de Duvalier avait été lancé de la campagne et des villes de province. Gonaïves, la ville de la proclamation de

l'indépendance en 1804, était particulièrement active. C'est là, en novembre 1983, que trois étudiants furent abattus par l'armée pendant une manifestation paisible, une action qui déclencha des manifestations à travers le pays. Pendant les premières années du régime de Duvalier, Gonaïves avait été le centre d'une dispute idéologique entre la hiérarchie de l'église et le gouvernement.<sup>12</sup> D'autres manifestations de mécontentement étaient évidentes dans la ville et dans la vallée de l'Artibonite pendant le régime de Duvalier. Après la chute de Baby Doc, le chef *macoute* et *houngan*, Zacharie Delva vit sa maison lapidée par des paysans et fut obligé de fuir le district.

Dans les années 1980, un certain nombre de chefs populaires, comme Jean Tatoune des Gonaïves, émergèrent comme des personnages significatifs, et des alliances informelles furent faites entre ces chefs régionaux. Avec la fin du régime Duvalier, une association nationale de mouvements démocratiques fut formée. En janvier 1987, un congrès de ces mouvements se réunit au Collège des Salésiens à Carrefour, dans la banlieue de la capitale, pour plusieurs jours et débattit passionnément des sujets d'intérêt commun. Une réunion de représentants ruraux prit place plus tard près de la ville de Hinche en mars. Une chose qui unifiait les membres de ces mouvements était la suspicion des politiciens et des candidats présidentiels de toutes les couleurs, et une détermination de résister la tendance vers la centralisation du pouvoir dans la capitale. Quelques-uns -- mais certainement pas tous—accordèrent leur appui à Aristide en décembre 1991. D'autres s'abstinrent de voter ou appuyèrent des candidats rivaux comme Marc Bazin.

### *L'économie*

Les manifestations qui commencèrent vers la fin de 1985 étaient en partie le résultat de la croissance de condition économique difficile vécue par les Haïtiens ruraux. La plaie de la Fièvre de Porc Africaine, et l'extermination du cochon créole noir, débutant en 1981, furent perçues par plusieurs Haïtiens ruraux comme une conspiration. D'énorme pression avait été appliquée sur le gouvernement haïtien par le Canada et les États-Unis en particulier pour éliminer la population porcine de 1.2 million environ. Pour plusieurs paysans, leur seul bien foncier était quelques-uns de ces porcs qui pourraient être vendus

pour couvrir des urgences telles que la maladie ou des funérailles, ou d'aider à payer le tarif de bateau vers les Bahamas ou la Floride. De nouveaux porcs roses furent introduits et distribués à ceux qui avaient perdu leur cheptel, mais uniquement à condition qu'ils fournissent des enclos avec des planchers en ciment (un luxe que plusieurs Haïtiens ne pouvaient pas se payer pour leurs familles) et qu'ils leur donnent à manger de la semoule de porc importée. Cependant, les paysans ont fréquemment ignoré ces conditions astreignantes et plusieurs de ces porcs semblent avoir grossi, croisant avec des porcs noirs qui avaient survécu au massacre. Des cochons rayés, avec des têtes et des arrières noires, et un tracé de rose au milieu peuvent être maintenant vus dans des sections de la campagne. Entre-temps, le général Namphy lui-même construisit un vaste enclos de cinq étoiles pour accommoder les porcs roses sur sa propre ferme. Les principaux bénéficiaires étaient les exportateurs américains de porc et de porcs vivants, et ces Haïtiens avec assez d'argent ou d'influence pour convaincre les autorités qu'ils pouvaient fournir l'accommodation et le régime auxquels les porcs étaient habitués. N'importe quel bien que les gouvernements occidentaux auraient pu faire par l'entremise de programmes d'aide pendant une décennie fut plus que contrebalancé par cette politique désastreuse de la destruction des porcs.<sup>13</sup>

Les cultivateurs de riz ont connu d'autres problèmes avec l'importation illégale de riz étranger à bon marché, sabotant le prix du marché. Plusieurs cultivateurs passèrent à l'action directe en arrêtant les camions qui transportaient un tel riz à la capitale et en détruisant le chargement. Plus d'une personne fut tuée et plusieurs blessés dans ces confrontations.

Le riz était un genre de contrebande parmi plusieurs qui envahirent le pays de tout bord. Ce commerce constituait, en effet, un secteur majeur de l'économie sous la junte. Des voitures, camions, bicyclettes, cigarettes et du whisky arrivaient par les ports provinciaux comme Port-de-Paix et Miragoâne sur lesquels le gouvernement ne pouvait pas exercer de contrôle effectif. Des militaires locaux ligüés avec des hommes d'affaires supervisaient ce commerce. D'autres biens domestiques comestibles provenaient par la frontière avec la République Dominicaine.

À cette époque, Haïti devint un centre important pour le trafic international de drogue. Des quantités de drogues, destinées pour les États-Unis, parvinrent de la

Colombie et d'autres pays sud-américains. Des militaires hauts gradés étaient soupçonnés d'y être mêlés. Des fortunes furent amassées et des enrôlés de l'armée furent payés avec les profits. Il est possible que la mort du colonel Jean-Claude Paul, due à une soupe empoisonnée, était liée à son rôle dans le trafic de la drogue.

Un aspect notable des années 1970 avait été la venue d'industries manufacturières légères et d'usines d'assemblage, situées surtout dans les banlieues de la capitale.<sup>14</sup> Vers le milieu des années 1980, ces industries employaient quelque 60,000 Haïtiens, la plupart des femmes. Elles étaient souvent des franchises de compagnies américaines tirant profit des bas salaires. Dans plusieurs cas, la compagnie fournissait la machinerie et la matière première tandis qu'un entrepreneur local fournissait l'édifice et la main-d'œuvre. En partie à cause de l'absence de syndicats indépendants il y avait peu de grèves ou de demandes effectives pour de meilleures conditions de travail. Parmi les principaux produits de ces entreprises étaient des sous-vêtements féminins, des jouets d'enfants, des baseballs, chemises, produits électroniques et autres émanant d'industries à main-d'œuvre intensive.

Une conséquence de ce développement était la migration, surtout des femmes, vers la capitale et une hausse dans le coût de la vie. Au cours de ces années, les bidonvilles de Port-au-Prince tels que La Saline et Cité Simone Duvalier (appelé plus tard Cité Soleil), se répandirent grandement. L'ambassade américaine en Haïti mit un accent considérable sur ces nouvelles industries, démontrant leur importance pour résoudre le fardeau économique d'Haïti. Bien qu'il soit vrai qu'elles aient beaucoup contribué au gain de devises étrangères pour le pays, la marge de profit pour les quelques bénéficiaires –en proportion avec la population globale—demeure minime. Depuis février 1986, Haïti a vu la croissance d'un mouvement syndical libre et des réclamations subséquentes pour des salaires plus élevés dans ces industries. Ceci mena, en retour, à quelques fermetures et, conséquemment, à une croissance du chômage. L'instabilité politique et l'embargo international ont aussi contribué au déclin.

Trois groupes syndicaux distincts prirent de l'importance. Un de ces syndicats préférés par les duvaliéristes, celui des chauffeurs-guides, représentait la base d'un de ces groupes, la FOS (Fédération Ouvriers Syndicats). Il reçut l'assistance financière et autre de l'American Institute of Free Labor Development –qui travaille étroitement avec la



Central Intelligence Agency. Le syndicalisme indépendant avait disparu en Haïti en 1963, et ce n'est que vers la fin des années 1970 qu'un nouveau mouvement –la Confédération Autonome des Travailleurs Haïtiens (CATH)—fit ses débuts prudemment, concentré sur les objectifs limités de l'amélioration des conditions de travail et des salaires. Néanmoins, suite à la répression de 1980, même ce mouvement fut démembré et ses chefs arrêtés. La CATH avait été affiliée à l'origine avec le syndicat situé au Venezuela, la Confédération des Ouvriers Latino-Américains (CLAT), mais des tentatives de la part des leaders de ce groupe pour forcer ceux de la CATH (alors en exil) d'appuyer le parti politique fondé par Leslie Manigat à Caracas furent résistées et un schisme eut lieu. Aujourd'hui, malgré l'appui international considérable pour la FOS et pour la CATH-CLAT, la CATH reste le groupe le plus vaste et le plus influent.

Alors que le gouvernement du général Namphy prit peu de mesures positives pour changer les conditions sociales en Haïti sur le prétexte que –étant un gouvernement provisoire—il n'avait aucun mandat pour initier des projets majeurs, le ministre des Finances, Leslie Delatour, parut moins intimidé. Un ancien employé de la Banque Mondiale, il fit des efforts pour réduire le déficit budgétaire d'Haïti en fermant les usines sucrières peu économiques; ce qui eut pour résultat le mécontentement et des protestations surtout dans la région de Léogane. Le déclin dramatique dans le quota de sucre alloué à la République Dominicaine laissa de vastes surplus dans ce pays, encourageant l'importation illégale de sucre à bon marché en Haïti. Une conséquence fut la fermeture en avril 1987 de l'usine de la Haitian American Sugar Corporation (HASCO) dans la banlieue de Port-au-Prince, amenant le licenciement de plus de 3,000 ouvriers, et dix mille petits fermiers se retrouvèrent privés d'un marché pour leur canne.

La peur du SIDA du début et vers la mi-temps des années 1980, conjuguée avec l'agitation civile, résultèrent dans un déclin dramatique du tourisme. Plusieurs des grands hôtels dans la capitale et sur la côte furent donc désertés pendant plusieurs années. L'influx de journalistes étrangers, de travailleurs humanitaires, de personnel militaire et de « conseillers » de tout genre, n'arriva pas à compenser pour cette chute du tourisme.

Alors que la situation économique se détériorait à différents égards, la junte militaire sous Namphy réussit relativement à négocier avec succès une série de prêts auprès de différentes instances. En 1986, le Congrès américain consentit une aide

s'élevant à 200 millions de dollars pour les deux prochaines années,<sup>15</sup> et en décembre 1986 le Fonds Monétaire International fit un prêt d'ajustement de 25 millions de dollars. La Banque Interaméricaine de Développement fit aussi des prêts pour l'amélioration des égouts dans la capitale. Le Venezuela et Mexico consentirent à restaurer des ventes d'huile forfaitaires à Haïti; elles avaient été suspendues en 1981 lorsqu'une cargaison fut vendue par les Duvalier avant même d'atteindre Haïti. Il y avait un surplus dans la balance des paiements en 1986.

Les indicateurs économiques sont souvent erronés et imprécis en général, mais l'on peut franchement conclure que le coût de la vie pour la vaste majorité des Haïtiens reste parmi les plus bas dans l'hémisphère. Malgré des efforts récents entrepris par l'église, un taux élevé d'analphabétisme demeure, peut-être plus de 75 pourcent. Les médecins et les lits d'hôpitaux per capita sont parmi les plus bas dans les Amériques, et on sait qu'il y a plus de médecins haïtiens à Montréal qu'en Haïti. L'espérance de vie est de moins de 50 ans et la mortalité infantile reste très élevée.

#### *La dixième province*

La diaspora haïtienne représente un facteur important dans la vie du pays. De grosses sommes d'argent sont envoyées en soutien par des Haïtiens vivant et travaillant à l'étranger. La chose la plus importante est que cet argent va directement à des familles à travers le pays et constitue le système le plus efficace d'assistance économique en Haïti. Cet argent est envoyé de différents pays, dont le plus important sont les États-Unis qui comptent plus d'un million d'Haïtiens. Ils vivent pour la plupart dans les grandes villes, dont New York, Washington, Boston, Miami et Chicago.<sup>16</sup> Ils arrivèrent là souvent avec peu de ressources et plusieurs débutèrent comme chauffeurs de taxi et travailleurs de la construction.<sup>17</sup> Dans certaines parties de la Floride, ils furent aussi des travailleurs agricoles. Ces villes ont souvent des programmes de radio en *Kréyol*, des journaux, des clubs et des restaurants.

Il y a aujourd'hui de nombreux Haïtiens qui ont la nationalité américaine, soit de naissance ou par la naturalisation. Les forces armées américaines qui atterrirent en Haïti en 1994 avaient parmi elles un groupe important de soldats créolophones d'origine haïtienne. Ils remplirent une fonction cruciale pour la communication avec la population

locale, alors que plusieurs des autres contingents de la force internationale en étaient dépourvus.<sup>18</sup>

Il y a aussi peut-être 40,000 Haïtiens aux Bahamas, la plupart occupant des tâches domestiques. Le gouvernement bahamien expulse fréquemment des groupes parmi eux, mais ils retournent bientôt. En Haïti, plusieurs construisent des « maisons Nassau », qu'ils essaient de louer à des taux exorbitants; elles sont devenues un aspect du paysage dans la région autour de Port-de-Paix.<sup>19</sup>

En plus de la migration massive de travailleurs, il y a aussi celle de professionnels et d'autres Haïtiens de la classe moyenne. Plusieurs parmi eux obtinrent le statut de réfugiés politiques pendant le régime de Duvalier et sont restés. On les retrouve aussi à Montréal, Paris et Bruxelles.<sup>20</sup> Un certain nombre d'intellectuels retournèrent en Haïti avec la chute de Jean-Claude Duvalier en 1986. Ils fondèrent des journaux et des partis politiques, ou (comme Leslie Manigat), les ramenèrent avec eux. Cependant, il y avait une tension considérable entre ceux qui retournèrent récemment et ceux qui étaient restés, chacun accusant l'autre de déloyauté et de trahison.

Les Haïtiens exilés étaient souvent amenés à se regrouper face à un environnement hostile, et les différences de couleur devinrent relativement insignifiantes. Ils étaient unis parce qu'ils étaient en terre étrangère et parce qu'ils partageaient une haine commune du duvaliérisme. Les mulâtres comme les noirs souffrirent du préjugé racial des pays « d'accueil » de l'Amérique du Nord, de l'Europe et des Antilles.

Après la migration vers les États-Unis, celle vers la République Dominicaine est la plus significative. Depuis l'époque de la Première Guerre mondiale, beaucoup d'Haïtiens travaillèrent dans les plantations de sucre dominicaines. Ils reçoivent des salaires qui n'attirent pas les Dominicains mais qui sont, malgré le risque de tricherie par les employeurs, plus élevés que ce que les Haïtiens reçoivent chez eux. Ils vivent ensemble dans des *batayas*, dans des conditions semblables à celles connues par les esclaves du dix-huitième siècle ou les travailleurs contractuels à Trinidad au dix-neuvième siècle. Néanmoins, les Haïtiens se sont montrés intéressés à se joindre à la *zafra*, et ont souvent soudoyé l'armée haïtienne ou les *macoutes* pour être inclus. On ne peut que deviner le nombre d'Haïtiens, légaux et non documentés, qui résident dans le pays voisin. Les estimés varient de 150,000 à un demi-million. Ces migrants haïtiens

représentent maintenant une portion notable de la classe ouvrière dominicaine, non seulement à la campagne mais aussi comme travailleurs de la construction dans les villes.<sup>21</sup> Ils ont été des victimes de la discrimination et de la brutalité policière.

Les Dominicains, depuis le début du dix-neuvième siècle, se sont perçus comme supérieurs d'un point de vue racial aux Haïtiens, représentant la civilisation européenne, catholique contre les hordes barbares des Africains superstitieux dans le pays voisin. Même les Dominicains noirs, qui partagent ce préjugé, ont souvent refusé de reconnaître leurs origines africaines, s'appelant « Indios ».<sup>22</sup> Alors que, d'une part, ils accueillent et encouragent la migration de coupeurs de canne à sucre haïtiens pour faire le travail que les Dominicains eux-mêmes ne désirent pas faire, ils cultivent aussi un ressentiment contre la présence de tellement d'Haïtiens dans leur pays. Les choses peuvent se dérouler paisiblement dans les temps de croissance économique, mais ces migrants deviennent des boucs émissaires lorsque les temps sont durs. En 1937, Trujillo présida au massacre de dizaines de milliers d'Haïtiens comme élément de sa politique de « dé-africanisation » de la frontière.<sup>23</sup>

#### *La nouvelle constitution*

En octobre 1986, une commission constitutionnelle fut formée, avec 20 membres nommés par le CNG et les 41 autres élus. La population démontra peu d'intérêt pour les élections, avec une participation de quelque 5 pourcent, et l'on crut généralement que les membres de la commission seraient des créatures de la junte. À la surprise de plusieurs, elle produisit une constitution qui réussit à obtenir un appui général dans le pays. La plupart des politiciens, incluant René Théodore du Parti Communiste, ainsi que les leaders de l'église catholique, accueillirent favorablement le document qui fut, à la fin de mars 1987, presque unanimement approuvé par 50 pourcent de l'électorat qui vota. Il contenait d'importantes innovations, incluant la séparation de la police et de l'armée, et une clause que le personnel militaire désirant faire campagne pour la présidence devait avoir démissionné au préalable de l'armée pendant un an au moins. Il y avait une exclusion de dix ans de tout poste pour tous ceux qui étaient généralement connus pour avoir été des duvaliéristes notoires. Il n'était pas tout à fait clair qui devaient être exclus exactement. Des candidats présidentiels en vue comme Marc Bazin, Hubert de Ronceray

et Leslie Manigat avaient tous été impliqués avec le régime de Duvalier à un moment quelconque.

La nouvelle constitution prévoyait en plus un poste de premier ministre qui aurait plusieurs des pouvoirs exécutifs dévolus auparavant au président. Mis à part le droit de nommer le premier ministre et d'autres officiels importants, le président avait peu de pouvoirs. Haïti fut, en effet, décrite comme ayant « un président constitutionnellement impuissant ».<sup>24</sup> Hegel dit que Napoléon donna au peuple espagnol une constitution qui était trop bonne pour lui. De façon semblable, la nouvelle constitution haïtienne ignorait la culture politique du pays. Tout au long de leur histoire, les Haïtiens ont pris pour acquis l'existence d'un puissant exécutif; le président était tout, s'arrogeant le crédit pour ce qui fonctionnait bien, et souffrant les conséquences de désastres politiques. Pourtant, avec la nouvelle constitution, ses pouvoirs étaient sérieusement limités. Aussi, d'importantes fonctions étaient dévolues à des conseils provinciaux dans une tentative d'empêcher la tendance récurrente, surtout depuis la première occupation américaine, de tout centraliser dans la capitale.

L'innovation la plus significative peut-être dans la constitution était l'octroi de statut officiel à la langue *Kréyol*, la mettant à un niveau égal au français. De 1804 à nos jours, la langue officielle était effectivement le français, parlé couramment par moins de 10 pourcent de la population. Cependant, il y a toujours eu une certaine ambivalence parmi les Haïtiens au sujet de la langue. Le *Kréyol* est parlé par tous et a été, depuis le début du siècle, un gage du nationalisme haïtien, surtout parmi les intellectuels. La connaissance du français, d'autre part, a été une condition nécessaire pour échapper au marais rural et accéder au monde du pouvoir politique et de l'influence sociale, aussi bien qu'un moyen indispensable pour la communication internationale.<sup>25</sup>

Les efforts bien intentionnés de Joseph Bernard, ministre de l'Éducation pendant un temps sous Jean-Claude Duvalier, d'étendre l'usage du *Kréyol* dans les écoles, furent opposés non seulement par des éléments au sein de l'élite francophile, mais aussi par plusieurs Haïtiens pauvres et de la classe moyenne qui les perçurent comme un complot pour empêcher leurs enfants d'accéder à des positions de pouvoir. Le changement proposé, appuyé par l'ambassade américaine et par la promesse de prêts de la Banque Mondiale, n'était pas bien préparé; ce qui donna des armes à ses adversaires. Bernard fut

obligé de modifier ses propositions et démissionna bientôt. Avec la migration croissante vers les États-Unis et Bahamas, cependant, l'anglais est vu de plus en plus comme un moyen utile pour s'échapper de la pauvreté et devient rapidement la langue seconde d'Haïti. Les membres francophiles de l'élite haïtienne voient la reconnaissance du *Kréyol* comme une preuve supplémentaire de l'influence grandissante des États-Unis, dont les missionnaires protestants et les hommes d'affaires résidents sont généralement incapables de composer avec les exigences de la langue française et trouvent le *Kréyol* plus « amical » pour l'usager quelconque.

### *Les religions d'Haïti*

La nouvelle constitution reconnut aussi la religion vaudou et abolit l'interdit de 1935 contre le vaudou. Ceci souleva des questions également complexes. Le vaudou est un amalgame de plusieurs religions de l'Afrique de l'ouest qui incorpore aussi certains éléments du christianisme catholique. C'était la religion des esclaves de Saint-Domingue et a continué d'être la foi de la majorité des Haïtiens depuis cette époque. Le rôle joué par le vaudou pendant les années révolutionnaires est encore un sujet chaudement débattu parmi les historiens, et les attitudes envers la religion parmi les Haïtiens sont ambivalentes.<sup>26</sup>

Malgré son attitude en général favorable envers le culte vaudou, François Duvalier n'abolit jamais la législation de 1935; et il est alors intéressant de prendre note du désir de la commission constitutionnelle de faire face à la question. Des mouvements ruraux, au cours des années récentes, ont démontré que le progrès social en Haïti requiert la reconnaissance de réalités religieuses et que des efforts pour obtenir l'appui la coopération des vaudouisants dans l'action communautaire sont vitaux. Plusieurs prêtres paroissiaux locaux sont déjà arrivés à cette conclusion et désirent reconnaître le vaudou comme une religion qui doit —comme d'autres religions dans le monde—être respectée, selon les principes des décrets de Vatican II. Il demeure, cependant, parmi quelques chrétiens, surtout chez les fondamentalistes protestants, une conviction profonde que le vaudou est l'œuvre du diable et doit être combattu sans équivoque.

Tel que déjà mentionné, l'église catholique, dont le nombre nominal de fidèles comprend peut-être 80 pourcent de la population, joua un rôle important dans le renversement éventuel de la dynastie des Duvalier. Par son appui à plusieurs projets de

développement ruraux, et dans sa campagne d'alphabétisation, l'église gagna la confiance d'un grand nombre au niveau local. Également, durant les années 1980, et surtout après la visite du Pape, en 1983, les évêques devinrent plus audacieux dans leur dénonciation des violations des droits humains et de la corruption gouvernementale.

Les choses avancèrent très lentement, cependant, après l'accord de 1966 entre Papa Doc et le Vatican qui eut comme résultat la nomination d'un clergé indigène. Duvalier avait réussi à humilier l'église et à abolir ses prétentions au pouvoir politique. La nouvelle hiérarchie, dirigée par Monseigneur François Wolff Ligondé, était généralement servile et donna son appui au régime. Les actions de l'église pendant les années post-Duvalier peuvent en partie être vues comme une tentative de réaffirmer son rôle politique en Haïti. Avec la nomination graduelle de nouveaux évêques au cours des quinze dernières années, Ligondé se retrouva plutôt isolé, l'initiative étant prise par l'évêque (maintenant archevêque) François Gayot du Cap Haïtien, l'évêque Emmanuel Constant des Gonaïves, et par le plus radical évêque Willy Roméus de Jérémie. Effectivement, quelques prêtres de retour d'exil réclamèrent la démission de Ligondé.

Un certain nombre de prêtres paroissiaux, dont le populaire Père Jean-Bernard Aristide qui travaillait dans les bidonvilles de Port-au-Prince, ont été influencés par la théologie de la libération latino-américaine. Ils ne s'excusèrent pas de maintenir une attitude ouvertement politique contre l'injustice et l'oppression, exigeant une action positive par le gouvernement pour soulager la pauvreté, et encourageant une action directe par les pauvres pour améliorer leur sort. D'autres prêtres activistes comprenaient Antoine Adrien, William Smarth et Jean-Marie Vincent, qui fut assassiné en 1994.

Sous le régime de Duvalier, la plupart des églises protestantes adoptèrent une position quiétiste et évitèrent d'adopter une action politique ouvertement autant qu'elles en étaient capables de le faire. Les autres églises non-catholiques plus anciennes, telles que l'église anglicane (l'église épiscopale) et les églises méthodistes établies au pays depuis plus d'un siècle, avaient au cours des récentes années maintenu un silence discret, quoique plusieurs membres des classes moyennes noires qui avaient appuyé François Duvalier étaient épiscopaliens, incluant Jean Magloire et Victor Nevers Constant; la famille Bennett était aussi membre de la congrégation de la cathédrale épiscopaliennne. Suite à l'expulsion, en 1964, de l'évêque Alfred Voegeli, qui avait été un ami et un

partisan initial de Papa Doc, un évêque haïtien relativement docile fut élu après un long interrègne. Le pasteur méthodiste Alain Rocourt joua un rôle significatif dans les événements qui menèrent à la débâcle électorale de 1987; et le méthodiste Rosny Desroches fut pendant un certain temps ministre de l'Éducation sous la junte.<sup>27</sup>

Les sectes évangéliques fondamentalistes plus récentes étaient souvent favorablement disposées envers la dictature de Duvalier et encouragèrent leurs membres d'endurer les souffrances dans ce monde dans l'espoir de choses meilleures dans l'autre monde. Néanmoins, quelques groupes locaux de baptistes et de pentecôtistes produisirent des leaders comme les pasteurs Nérée et Sylvio Claude qui étaient ouvertement critiques du régime, contribuant ainsi à son échec éventuel. *Radio Lumière*, un poste de radio protestant, joua aussi un rôle dans la dissémination de nouvelles sur les démonstrations qui menèrent à la fuite de Duvalier. Les groupes fondamentalistes d'origine américaine continuent, cependant, de conseiller les convertis contre la menace du communisme et s'opposent à quelque réforme sociale que ce soit.

#### *La scène politique*

Quant à l'activité politique, la compétition rigoureuse parmi les candidats présidentiels eut pour résultat la réduction effective du nombre de concurrents. Parmi ceux qui déclarèrent leur candidature, peut-être le plus flamboyant était Louis Déjoie II, le fils anciennement playboy du principal adversaire de François Duvalier lors de l'élection de 1957. Le seul candidat prééminent issu d'une famille mulâtre, sa rhétorique populiste attira une quelconque attention, mais il ne fut pas autre chose que le porte-drapeau d'une élite conservatrice et privilégiée. Marc Bazin, un technocrate anciennement employé de la Banque Mondiale et perçu généralement comme le candidat préféré de l'ambassade américaine, était un rival plus sérieux, mais il lui manquait l'appui de groupes clés dans les zones rurales. L'appui qu'il reçut de Washington fut plutôt une nuisance dans sa campagne électorale.<sup>28</sup> Hubert de Ronceray avait sa base à Petit Goâve, mais il était généralement perçu comme un opportuniste manquant plutôt de scrupule portant la tache de son implication avec le duvaliérisme. Il fit une erreur tactique en s'opposant à la nouvelle constitution. Leslie Manigat était un universitaire dont les sympathies *noiristes* l'avaient amené à appuyer François Duvalier à l'origine. Vers 1964, cependant, il avait laissé le pays, devenant un des adversaires les plus farouches de Papa Doc. Exilé pendant



plusieurs années, il était perçu comme un socio-démocrate légèrement de centre-gauche. Quoiqu'il était un historien respectable et un bon orateur, Manigat –comme plusieurs intellectuels antillais—était dépourvu des talents nécessaires pour la pratique de la politique. Son style ombrageux de leadership aliéna plusieurs de ses anciens partisans. Deux autres candidats partageaient un passé socio-chrétien ou démocrate chrétien : Grégoire Eugène, un avocat, et Sylvio Claude, un pasteur protestant. Le premier avait peu d'appui populaire, tandis que le second avait beaucoup d'appui parmi les pauvres et laissa le souvenir de son opposition audacieuse et souvent courageuse à la dictature duvaliériste. Finalement, Gérard Gourgue, un éducateur et activiste des droits humains, était un candidat en vue lors de ces élections, surtout parce qu'il reçut l'appui de plusieurs groupes radicaux de paysans et de groupes communautaires à travers le pays.<sup>29</sup> Les chefs de l'armée le trouvaient inoffensif personnellement, mais craignaient le mouvement populaire qui l'appuyait.

Les élections furent annulées par le conseil électoral à cause de l'ampleur de désordre et de violence perpétrés par les duvaliéristes dirigés par Claude Raymond et d'autres. Ces hommes virent l'élection comme un complot de l'élite mulâtre alliée temporairement avec certains populistes noirs pour nier l'influence des classes moyennes noires. Le leadership de l'armée était clairement déterminé à empêcher une telle éventualité. Bien que la couleur n'était d'aucune façon le seul facteur dans la situation, les observateurs étrangers notèrent comment l'administration du processus électoral –du moins dans la capitale—était, tant au chapitre de l'émission de permis de presse, l'organisation des conférences de presse que pour autres choses, laissée presque complètement aux mains de filles à la peau claire, bien habillées, des familles de l'élite.

Suite à la débâcle électorale, les États-Unis et d'autres gouvernements étrangers suspendirent leurs programmes d'aide en guise de protestation. Le leadership de l'armée, peu intimidé, organisa ses propres élections au mois de janvier, garantissant l'« élection » de Leslie Manigat qui avait ouvertement proclamé sa sympathie pour le rôle de l'armée dans la politique haïtienne et la nécessité d'en arriver à un compromis avec elle. Il ne resta que quelques mois en poste, ayant été renversé lors d'une confrontation avec le général Namphy. La violence continua de nuire à la vie en Haïti. Plus d'une douzaine de membres de la congrégation du Père Aristide furent tués, et

plusieurs autres furent blessés par des fiers-à-bras sous le contrôle du maire de Port-au-Prince (un ancien duvaliériste), qui mirent aussi le feu à son église sous le regard et la protection de l'armée et de la police. Les principaux responsables parurent par la suite à la télévision se vantant de ce qu'ils avaient fait. C'en était trop pour des éléments dans l'armée qui renversèrent Namphy en septembre 1988, le remplaçant avec le brigadier général Prosper Avril, un collaborateur de la famille Duvalier pendant plusieurs années qui fut lui-même démis en mars 1990. Le nouveau commandant de l'armée remis le pouvoir à un gouvernement civil dirigé par le président provisoire Ertha Pascal-Trouillot, une duvaliériste modérée. Des élections furent prévues pour décembre 1990.

Compte tenu de la présence anticipée de plus de 1000 observateurs internationaux, de la pression considérable de l'ambassade américaine, et d'un leadership de l'armée prêt enfin à permettre la tenue d'élections libres, l'avenir s'annonçait propice pour une élection relativement juste. Les candidats commencèrent les préparations pour ce faire. La commission électorale rejeta la candidature de Manigat et du duvaliériste Lafontant; d'autres candidats incluaient l'homme d'affaires Louis Déjoie, le populiste Sylvio Claude, et Marc Bazin, le candidat des Américains. KONAKOM, une fédération éclectique de mouvements politiques radicaux et de groupes communautaires, proposa d'appuyer Victor Benoît comme candidat à la présidence, mais il lui manquait l'appui populaire. À la mi-octobre, en partie sous l'instigation d'Evans Paul, KONAKOM, de concert avec le Front National pour le Changement et la Démocratie (FNCD), changea son allégeance en faveur d'Aristide qui annonça sa candidature quelques jours seulement avant la fermeture des inscriptions. Cela changea la situation d'un jour à l'autre; les pauvres des villes et les paysans de la campagne envahirent les bureaux d'enregistrement par centaines de milliers. Un observateur canadien dans la région de Jacmel me raconta le changement dramatique qui eut lieu dans sa région.

Aristide jouissait d'une immense popularité parmi les pauvres en Haïti, mais il n'était pas un démocrate, dénonçant plutôt le système de gouvernement représentatif comme une fraude résultant dans un gouvernement qui agit dans l'intérêt des riches et des nantis. Il condamna l'économie capitaliste d'Haïti, l'égoïsme de l'élite et le rôle des États-Unis. Au cours de la campagne présidentielle, cependant, il modifia sa position sur ces questions et essaya de rassurer les élites du pays et l'ambassade américaine. En effet,

il obtint un appui quelconque de la classe des affaires par son opposition infatigable au duvaliérisme.

## II

### *Aristide*

Le Père Jean-Bertrand Aristide fut assermenté en février 1991 après une victoire étonnante lors des élections du mois de décembre précédent alors qu'il reçut plus de deux tiers des votes inscrits (quoique l'on doit se rappeler que probablement moins de la moitié de ceux qui étaient éligibles se donnèrent la peine de s'enregistrer et de voter). Son plus proche rival, Marc Bazin, obtint à peine 15 pourcent. Une tentative de coup d'État en janvier 1991 –dirigée par Roger Lafontant, un duvaliériste notoire—fut désamorcée. La complicité de l'archevêque de Port-au-Prince, Monseigneur Wolff Ligondé, suscita des attaques populaires contre des propriétés de l'église, et le nonce papal fut apparemment poursuivi dans la rue dans ses sous-vêtements. Ces incidents mis à part, Aristide (connu populairement comme « Titid ») déménagea tranquillement dans le palais présidentiel en février 1991 avec l'appui enthousiaste des masses et des niveaux différents d'approbation des élites politiques (sauf l'exception évidente des duvaliéristes largement discrédités). Les masses s'attendaient clairement à des changements radicaux. Les élites politiques étaient favorables en général pour lui donner une chance. Qu'est-ce qui n'alla pas? Comment, fort d'une telle vague de bonne volonté, Aristide fut renversé si tôt?

Né en 1953 à Port-Salut, dans le sud-ouest du pays, Aristide était originaire d'une famille modeste.<sup>30</sup> Son père mourut peu de temps après sa naissance et il fut élevé par son grand-père, un petit fermier et juge de paix. Il fut éduqué dans la capitale dans une école dirigée par les Salésiens, et il entra au séminaire au Cap Haïtien en 1966. Il termina le séminaire à l'âge de 21 ans et, après un an en République Dominicaine comme novice dans la communauté, il retourna en Haïti pour étudier la philosophie et la psychologie à l'université d'État. Il étudia pendant un certain temps en Israël et fut ordonné prêtre en 1982. Après une seconde période à l'étranger, il retourna en Haïti en 1985 et travailla avec les Salésiens enseignant et s'occupant de la paroisse de Jean Bosco dans un quartier pauvre de la capitale. Ses sermons condamnant explicitement le régime militaire dans un langage virulent attiraient des foules nombreuses. Aristide fut éventuellement expulsé de l'ordre des Salésiens.<sup>31</sup> Il fonda et dirigea un orphelinat pour les enfants de la rue, mais il

maintint son opposition militante contre le régime. Sa décision de se présenter comme candidat à la présidence fut une surprise pour la plupart des Haïtiens.

### *Le coup d'État de 1991*

Les réformes d'Aristide dans les forces armées et les mesures prises pour créer une force policière séparée et un système de gouvernement régional, selon les clauses de la nouvelle constitution, causèrent un malaise dans l'armée, des officiers aux « ti soldats » (les rangs subalternes). Après moins de huit mois au pouvoir, Aristide fut renversé par un coup d'État militaire. La petite armée, d'environ 7000 hommes, pouvait envisager un coup d'État, cependant, si elle avait l'appui de secteurs importants de la population.

La plupart de la classe d'affaires était mal à l'aise dès le début, quoique quelques-uns l'appuyaient, croyant que seul lui pouvait garantir la stabilité politique et s'occuper efficacement des anciens tontons macoutes. Lors de la campagne électorale, il avait en fait reçu l'appui financier de riches hommes d'affaires palestiniens comme Antoine Izméry et probablement d'autres du secteur commercial. La politique économique poursuivie par son gouvernement était conciliante envers le monde des affaires et vue favorablement par la Banque Mondiale. Quoiqu'il en appela à la coopération du secteur « patriotique » du monde des affaires, quelques-uns perçurent un ton menaçant dans ses discours. Leur hostilité grandissante à l'égard du prêtre-président et leur appui pour le coup d'État, cependant, n'étaient pas tellement dus à ce qu'il avait fait plutôt qu'à ce qu'il était – ce qu'il symbolisait. La présence d'Aristide au palais présidentiel réfléchissait et renforçait une confiance nouvelle parmi les pauvres d'Haïti. Les serviteurs refusaient de faire ce que l'on leur demandait de faire, et on les entendait même dire que la maison et les voitures luxueuses de leur maître seraient bientôt à eux. Les riches devinrent soucieux que leur position privilégiée était menacée. L'augure d'une révolution sociale parut à l'horizon.

Malgré les sentiments anti-américains ouvertement exprimés par Aristide avant l'élection, sa politique était encore d'accommodement et sa rhétorique était modérée. Mais des éléments dans le gouvernement américain, mal à l'aise avec sa posture populiste et sa volonté d'ignorer les gentillesse de la constitution, donnèrent leur appui tacite au coup d'État militaire. Sa critique candide du régime de Balaguer dans la République

Dominicaine voisine pour sa politique envers les migrants haïtiens créa un autre ennemi puissant.

Un autre adversaire implacable du gouvernement d'Aristide était la hiérarchie de l'église. La politique du Vatican était hostile au clergé jouant un rôle actif en politique (mis à part le Pape lui-même et son secrétaire d'État avec son équipe de nonces apostoliques). Ils craignaient le style populiste d'Aristide et son influence sur les groupes *ti légliz*. La plupart des évêques appuyèrent ou approuvèrent le coup d'État du 30 septembre 1991, et le Vatican était, honteusement, le seul gouvernement au monde qui reconnut la junte militaire qui prit le pouvoir.

#### *La législature et la classe moyenne noire*

Le dernier clou enfoncé dans le cercueil de Titid était l'hostilité de la législature, et sa volonté apparente de donner aux leaders du coup d'État un voile de constitutionnalité. En prenant le pouvoir Aristide ne contrôlait pas la législature. Quoiqu'un groupement politique principal, le FNCD, l'avait appuyé lors des élections et acquit une représentation notable dans les deux chambres, Aristide ne prit jamais antenne avec les parlementaires. Comme nous avons déjà noté, la constitution donne des pouvoirs substantiels à la législature pour restreindre les activités du président.

En choisissant son cabinet, Aristide ignora grandement les demandes des politiciens élus, même ceux qui l'avaient appuyé, choisissant des gens auxquels il pensait faire confiance, incluant plusieurs mulâtres de la bourgeoisie. Le gouvernement comprenait des anciens prêtres ou séminaristes —comme Ernst Verdieu (Affaires Sociales) et Renaud Bernardin (Planification)—ou des gens qui avaient auparavant été engagés dans des agences d'aide non-gouvernementale, comme Marie-Michèle Rey (Finances) et Claudette Werleigh. On l'appela un « gouvernement de copains », dépourvu sérieusement de représentation des *intérêts puissants*. Aristide fit donc peu d'effort pour obtenir l'appui effectif de la législature, encourageant plutôt la croissance d'un mouvement para-parlementaire populaire appelé *Lavalas* selon le slogan qu'il adopta pour sa campagne électorale (un mot utilisé populairement pour le déluge d'eau et de boue qui descend dans la capitale après une tempête, emportant tout sur son chemin). Les politiciens surtout noirs répliquèrent par leur refus d'approuver quelques-unes de ses nominations diplomatiques et en retardant ou modifiant ses propositions de politique.

Aussi tôt qu'au mois de mai le leader du Parti Communiste, René Théodore, dénonça le gouvernement comme étant « autocratique ». Ceci fut aggravé lorsque l'ancienne présidente provisoire Ertha Pascal-Trouillot fut arrêtée sur des accusations de corruption et de complicité dans le coup d'État de janvier 1991. Elle fut bientôt relâchée sous la pression entre autres du Venezuela et des États-Unis.

Les relations d'Aristide avec la législature atteignirent leur plus bas niveau en août 1991 avec la tentative de députés surtout de la gauche de limoger le premier ministre René Préval. Une foule, composée d'un millier de partisans d'Aristide prit à partie un des législateurs de l'opposition et menaça d'autres de les brûler vifs. Ils incendièrent aussi les locaux de la CATH (le syndicat), pillèrent les bureaux de la FNCD et du KID (la Confédération de l'Unité Démocratique). Le chef de CATH et de KID, et maire de Port-au-Prince, Evans Paul, dénonça le « banditisme, les menaces et la violence » de la part des partisans du gouvernement. Plusieurs députés craignaient de dormir dans leurs propres maisons.

Loin de décourager de tels désordres, Aristide complimenta plutôt la foule qui intimida les juges lors du procès de Roger Lafontant (l'organisateur de la tentative de coup d'État des duvaliéristes). Tout ceci renforça l'hostilité envers le président de la part d'importants secteurs. Avec si peu de respect pour la loi et pour les procédures constitutionnelles de la part de Titid, certains craignaient même les fantômes du néo-duvaliérisme. Il y avait une personnalisation grandissante du pouvoir, mais cela était une pratique « normale » en Haïti depuis l'indépendance. Un architecte haïtien qui supervisait quelques travaux au palais présidentiel me dit comment le ministère des Travaux Publics fut complètement ignoré et qu'il traita seulement avec le conseiller personnel d'Aristide, madame Gladys Lauture.

Puis le gouvernement commença à limoger des milliers de fonctionnaires. C'était en partie en réaction aux recommandations d'agences internationales comme la Banque Mondiale que les dépenses gouvernementales devaient être coupées. Certains ministères étaient manifestement surpeuplés, et de nombreux employés étaient aussi des nominations politiques d'incompétents datant du régime de Duvalier ou des juntes militaires successives. Néanmoins, le limogeage alla plus loin et plusieurs officiels furent limogés dans des règlements de comptes. Les classes moyennes noires, qui avaient été

parmi les principaux partisans de Duvalier en 1957 –mais dont la plupart étaient devenues désillusionnées avec Baby Doc—furent inutilement aliénées du nouveau gouvernement par des tactiques comme celles-ci.

### *Couleur et classe*

Le thème de ce livre est le rôle joué par les idées de race, couleur et d'indépendance nationale en Haïti. Pendant la dictature de François Duvalier, malgré son idéologie *noiriste* et sa rhétorique, l'élite mulâtre demeura puissante économiquement et exclusive d'un point de vue social, surtout lorsqu'il était question de mariage. Cependant, ces familles prenaient soin de ne pas faire étalage de leur position privilégiée ou de leur comportement exclusiviste et souvent arrogant de façon trop évidente. Sous Baby Doc, les choses commencèrent à changer. Je me souviens d'une fête au début des années quatre-vingt où, parmi les quelque soixante-dix invités, j'étais la seule personne blanche présente et les seuls noirs étaient les serveurs ou les nounous des enfants. Pendant les années quatre-vingt, quoiqu'elle était moins prédominante politiquement, la couleur restait socialement significative. Avec la fuite de Baby Doc, les fortunes du pays étaient entre les mains des militaires dont les enrôlés étaient noirs, mais les officiers étaient de toutes les couleurs. Henri Namphy et Raoul Cédras, par exemple, étaient des mulâtres.

La suspicion et l'hostilité envers les militaires ont été des caractéristiques de l'élite mulâtre depuis la mi-temps du dix-neuvième siècle. Ils sentaient que l'armée représentait le défi principal à leur hégémonie. Pendant les années avant la première occupation américaine leurs pires craintes s'avérèrent exactes, lorsqu'un général noir après l'autre se succédait comme président rapidement, et le désordre se fit menaçant. Les élites accueillirent généralement de façon favorable l'invasion et appuyèrent les efforts américains de créer une armée petite, professionnelle et « dépolitisée », qui se concentrerait sur le contrôle des masses sous les ordres d'un gouvernement à dominance mulâtre. Dans les années post-Duvalier, les chefs de l'armée se sont dépassés dans la corruption et dans la direction d'un gouvernement vicieusement oppressif. Il a circulé des réclamations généralisées pour une réduction dans la taille et la puissance du militarisme. À son retour en Haïti en 1994, Aristide prit des mesures en conséquence. Six mille soldats furent limogés, laissant une armée de 1500 hommes, sans un officier au-dessus du rang de major. Les quartiers généraux de l'armée ont été transformés en bureaux du

nouveau ministère des Affaires Féminines. Les duvaliéristes ont, cependant, interprété ces mesures comme un élément de son règlement de compte avec la classe moyenne noire.<sup>32</sup>

### *Race, préjugé et affaires internationales*

Deux aspects des relations internationales d'Haïti –tous deux impliquant la migration— sont liés à la question de la race. En premier lieu, la politique du gouvernement américain envers l'immigration des *boat people* haïtiens a, selon des critiques libéraux, démontré un préjugé contre les Haïtiens noirs lorsqu'elle est envisagée dans le contexte de migrations provenant d'autres parties de l'Amérique Latine, surtout de Cuba. Alors que les services de l'immigration américains ont eu tendance à accepter tous les Cubains comme des réfugiés politiques recherchant sincèrement l'asile contre un gouvernement oppressif, ils ont présumé que les Haïtiens, fuyant leur pays, le font pour des raisons purement économiques et sont donc disqualifiés comme réfugiés politiques. Pendant l'administration Reagan, cela était justifié parfois en termes de distinction entre gouvernements totalitaires et autoritaires. Bien que la distinction, élaborée par Jean Kirkpatrick, peut être justifiée dans certains contextes, elle était manifestement étrangère à la question de l'octroi du statut de réfugié. Être torturé par un régime totalitaire n'est pas pire que d'être torturé par un régime autoritaire. Bien qu'il n'y avait pas de doute qu'un aspect économique sous-tendait la motivation des *boat people* haïtiens, cela était aussi le cas des Cubains. Des tentatives de découvrir si les Haïtiens qui avaient été rapatriés dans leur pays avaient été punis pour avoir fui eurent pour résultats des rapports conflictuels.

Les mouvements noirs aux États-Unis, incluant le *Black Caucus* du Congrès américain, affirmèrent que les politiques différentes adoptées par les services d'immigration étaient dues au préjugé racial. La promesse de Clinton avant l'élection de 1992 qu'il adopterait une politique plus juste et sympathique envers les *boat people* haïtiens fut abandonnée lorsqu'il arriva au pouvoir. Cependant, le *Black Caucus* –dont Clinton avait besoin de l'appui au Congrès pour d'autres mesures—fit pression sur le président pour remettre Aristide au pouvoir par une action militaire.

Un autre aspect racial de la migration aux États-Unis était le lien fait très tôt entre les Haïtiens et les homosexuels, les drogués et les hémophiles en tant que groupes liés en



particulier avec la dissémination du virus du SIDA. Les Haïtiens furent éventuellement retirés de cette catégorie mais beaucoup de tort avait déjà été fait. Au début des années 1980, ce facteur du SIDA eut pour résultat l'hostilité envers les Haïtiens aux États-Unis mêmes et contribua au déclin massif du tourisme.<sup>33</sup>

Les Haïtiens ont toujours perçu leur indépendance comme un symbole de la dignité noire; le nationalisme demeure un facteur puissant dans sa politique interne. En effet, les partisans du coup d'État militaire de 1991 amassèrent un capital politique en jouant la carte nationaliste. Ils résistèrent, selon leurs dires, aux pressions des États-Unis et de l'Amérique Latine pour restaurer Aristide pour des raisons d'autonomie nationale. Le président haïtien lui-même prit le soin de ne pas réclamer ouvertement une intervention militaire, parce que cela l'exposerait à être déchu selon la constitution, et que cela représenterait un affront à l'indépendance haïtienne et à la fierté nationale.

Lorsque l'« invasion » eut lieu éventuellement, ce fut avec l'acceptation hésitante des militaires haïtiens qui pensaient encore qu'ils seraient capables de manipuler la situation de telle façon pour maintenir leurs positions. En cela, ils échouèrent, et bientôt les trois principaux membres de la junte—Cédras, François et Biamby—laissèrent le pays. Aristide devint, cependant, un genre de prisonnier dans son palais. Sa liberté d'agir était sérieusement restreinte par la constitution de 1987. Il est notoire que l'opposition du gouvernement américain l'empêcha de choisir René Préval ou Claudette Werleigh comme premier ministre. Les principaux ministères furent pour la plupart entre les mains de mulâtres de l'élite. Plusieurs membres du cabinet ont, en effet, des idées politiques radicales et sans doute cherchèrent à poursuivre avec modération des politiques réformistes et de s'occuper de quelques-uns des aspects les plus scandaleux d'un système oppressif. Aristide a été incapable d'agir indépendamment excepté en ce qui concerne les nominations publiques, et il fut critiqué par ses partisans les plus impatients de ne pas agir plus rapidement. Des tentatives par la foule « Lavalas » de mettre de la pression sur la législature, comme elle le fit en 1991, auraient été bloquées par les troupes américaines, remplacées plus tard par les forces des Nations unies.

Devant l'Assemblée Générale des Nations unies, Aristide dénonça en 1991 le traitement dégradant des Haïtiens en République Dominicaine. Ceci donna le prétexte au président dominicain, Joaquin Balaguer, d'expulser plusieurs milliers d'entre eux. Il

permet aussi à des adversaires d'Aristide de vivre là et de comploter contre le gouvernement haïtien. De même, il fit peu d'effort pour appliquer l'embargo économique après le coup d'État militaire de 1991.

Tout ceci doit être perçu à la lumière du fait que le principal adversaire de Balaguer lors des élections de 1994 était José Francisco Pena Gomez, représentant le Partido Revolucionario Dominicano. Un Dominicain noir, on dit de lui qu'il est d'origine haïtienne, une affirmation qu'il nie fortement. Des accusations répandues de corruption dans la campagne électorale chaudement menée font croire qu'il a pu être le vaniqueur véritable. Le parti de Balaguer suggéra que Pena avait en tête un genre d'alliance avec Aristide, et des sentiments anti-haïtiens furent agités pendant la campagne.

### *Conclusion*

Que réserve l'avenir? Comme nous l'avons indiqué, les Haïtiens ont repris pendant les dernières décennies une tradition de travail coopératif qui remonte au *kombit* des premiers jours. Ces nouveaux mouvements résisteront certainement à des tentatives de nuire à leurs activités par le gouvernement central ou local, et il est à souhaiter qu'ils deviennent assez forts pour réussir cela effectivement. La nouvelle constitution a pourvu un cadre au sein duquel ils pourraient fleurir. Tandis que les partis politiques font beaucoup de bruit, les groupes vraiment importants sont les « mouvements démocratiques », les coopératives paysannes, les groupes religieux et le mouvement syndical qui prend de l'ampleur. Plusieurs parmi eux prirent naissance pendant les années 1970, parfois avec l'assistance financière d'agences d'aide non-gouvernementale. Ils n'étaient pas explicitement politiques dans leurs objectifs, mais tôt ou tard ils rencontrèrent des obstacles qui étaient de nature ultimement d'une nature politique. Ils commencèrent à défier les intérêts acquis, surtout à la campagne. Au début, ils n'étaient pas perçus par le régime Duvalier comme constituant un danger et ils étaient tolérés en général.<sup>34</sup> Ce n'est que deux ou trois ans avant sa chute que Baby Doc se rendit compte du caractère potentiellement subversif de ces groupes. De toute façon, le leadership de ces mouvements de contestation qui obtinrent finalement son échec politique vint de ces groupes de base communautaires.

Des changements dans le cabinet et les discours de candidats présidentiels autoproclamés firent les manchettes, mais la vraie vie se poursuit en Haïti. Les marchés locaux continuent d'être l'âme et la vie du pays. Sous les Duvalier, la police avait marginalement juste ce qu'il fallait d'autorité pour les garder hors des artères principales de la capitale et les refouler dans les rues transversales. Avec la chute de la dictature, la moitié de la Grande Rue tomba sous le contrôle des petits marchands, bloquant la circulation. La faiblesse évidente du gouvernement mena aussi à une augmentation de crimes de vol et de violence.

Un aspect frappant depuis la chute de Baby Doc fut le grand nombre de murales colorées qui parurent, surtout dans certains quartiers de Port-au-Prince. Elles célébraient la libération du peuple et son rejet de l'ancien régime, souvent dans des termes religieux. Elles s'inspirèrent aussi du passé haïtien. Quelques-unes représentaient Dessalines –le fondateur de l'indépendance haïtienne—revenant en vie pour libérer son peuple. Cela n'était pas une simple métaphore pour l'Haïtien, parce que Dessalines avait été incorporé dans le panthéon des esprits du vaudou et « montaient » régulièrement (ou possédaient) ses fidèles, comme ce fut le cas pour Charlemagne Péralte, le chef de la résistance haïtienne à l'occupation américaine. Une seconde série de murales parurent lors de l'élection d'Aristide en 1990 célébrant la victoire du coq (le symbole d'Aristide) sur la pintade (le symbole duvaliériste). Le débarquement des Américains en 1994 donna lieu à une troisième série de murales dépeignant les hélicoptères descendant sur Haïti, accueillis par le peuple, avec les soldats américains et les Haïtiens main dans la main, et avec les drapeaux flottant en harmonie.

Haïti est parmi les pays les plus riches en termes de ressources humaines dans l'hémisphère –pour l'ingénuité, l'esprit d'entreprise et les talents de son peuple. Plusieurs exilés talentueux sont retournés au pays et pourraient contribuer d'une façon constructive à une nouvelle ère dans la vie de ce premier pays indépendant de l'Amérique Latine. Quel système politique en découlera au sein duquel ils pourront réussir cela demeure incertain.

La thèse fondamentale de ce livre est que, alors que la conscience de l'identité raciale a été un puissant facteur qui, dès les premiers jours, a uni les Haïtiens dans une volonté de préserver leur indépendance nationale, la question de couleur a été une

influence divisive, menant à l'érosion de l'indépendance effective. Tout au cours du dix-neuvième siècle, allant au vingtième siècle, les partis rivaux, reflétant souvent les antagonismes de couleur, se sont montrés disposés à accueillir l'intervention étrangère plutôt que de permettre à leurs adversaires de prendre le pouvoir. Ma thèse ne veut pas dire que la couleur et la race sont les seuls facteurs importants dans l'histoire d'Haïti, ou que leur prédominance dans certaines périodes de son histoire n'a rien à voir avec d'autres forces. Au centre du livre j'ai essayé de démontrer comment la race et la couleur ont été en définitive liées étroitement aux questions de classe sociale, de relations internationales, de structures économiques, de mouvements religieux et autres de nature culturelle, et de loyautés régionales ou personnelles. Quoique les questions de race et de couleur ne peuvent pas être réduites à des facteurs économiques ou expliquées uniquement en termes économiques, leur émergence lors de périodes particulières n'est pas isolée de la configuration de forces économiques prévalant à ces moments-là.

#### *Récentes parutions sur Haïti*

Depuis la première édition de ce livre un certain nombre d'ouvrages ont paru qui complètent son thème. En regard de l'économie politique, Mats Lundahl a publié trois livres : *Peasants and Poverty : A Study of Haiti* (London, 1979), *The Haitian Economy : Man, Land and Markets* (London, 1983), et *Politics or Markets? Essays on Haitian Underdevelopment* (London, 1992). Les deux derniers regroupent des articles déjà publiés. Tous les trois sont soigneusement rédigés, avec des références méticuleuses et d'abondantes bibliographies. Mais, malgré cette contribution majeure à l'étude de l'économie haïtienne, on a l'impression que Lundahl sait tout *au sujet* d'Haïti sans connaître Haïti. C'est un vice de métier chez les économistes d'écrire à propos de ce qui devrait se passer (*entre autres*) plutôt que ce qui se passe effectivement. Dans un saisissant contraste, *Le pays en dehors* (Port-au-Prince, 1989) par Gérard Barthélémy constitue une analyse pénétrante et originale de la vie rurale haïtienne telle qu'elle est vraiment. Christian Girault, un géographe français, a écrit une monographie détaillée, *Le commerce du café en Haïti* (Paris, n.d.) et a coordonné une équipe qui produit l'impressionnant *Atlas d'Haïti* (Bordeaux, 1985). D'autres travaux sur l'économie incluent *Political Economy in Haiti : The Drama of Survival* (New Brunswick, NJ, 1988)

de Simon Fass et *Haiti in the World Economy : Class, Race and Underdevelopment since 1700* (Boulder, CO, 1989) d'Alex Dupuy.

En ce qui concerne la période révolutionnaire, deux travaux sortent de l'ordinaire: *Slavery, War and Revolution: The British Occupation of Saint-Domingue, 1793-1798* (Oxford, 1982) de David Geggus et *The Making of Haiti : The Saint-Domingue Revolution from Below* (Knoxville, TE, 1990) de Carolyn E. Fick. J. Pachonski et R. K. Wilson se sont penché sur un épisode intrigant de l'histoire haïtienne dans *Polish Legions in the Haitian War of Independence, 1802-1803* (New York, 1987). Une publication majeure est celle de la parution des huit tomes de l'*Histoire d'Haïti* (Port-au-Prince, 1989-91) de Thomas Madiou. Les trois premiers tomes parurent du temps de Madiou, et sa famille fit paraître un autre tome lors du centenaire de l'indépendance haïtienne. Il fut généralement cru que les quatre autres tomes avaient été perdus. Les manuscrits avaient cependant été conservés par sa famille et la parution de ces volumes doit être saluée.

Sur l'histoire subséquente d'Haïti, Brenda Gayle Plummer a fait paraître deux travaux excellents : *Haiti and the Great Powers, 1902-1915* (Baton Rouge, 1988) et *Haiti and the United States : The Psychological Moment* (Athens, GA, 1992). Sur le rôle de la finance dans l'histoire et la politique haïtiennes, voir Gusti-Klara Gaillard, *L'expérience haïtienne de la dette extérieure* (Port-au-Prince, 1990) et Alain Turnier, *Quand la nation demande des comptes* (Port-au-Prince, n.d.). Turnier a aussi fait paraître une étude importante sur un « cacique » du dix-neuvième siècle, *Avec Mérisier Jeannis : une tranche de vie jacmélienne* (Port-au-Prince, 1982). Encore sur le sujet de l'histoire sociale au dix-neuvième siècle André Georges Adam a fait paraître *Une crise haïtienne, 1867-1869 : Sylvain Salnave* (Port-au-Prince, 1982). Roger Gaillard a poursuivi la publication de sa remarquable série d'études, *Les blancs débarquent* (Port-au-Prince, 1973f) ; six tomes ont paru à date. Gaillard a lancé une nouvelle série d'études sous le titre général, *La république exterminatrice* (Port-au-Prince, 1984f) ; quatre tomes ont paru à date. Dans le domaine de l'histoire sociale devrait être mentionné *Les paysans haïtiens et l'occupation américaine, 1915-1930* (LaSalle, Québec, 1978) de Kethly Millet.

Il y a une fascinante étude par David M. Dean sur le premier évêque anglican d'Haïti, James Theodore Holly sous le titre *Defender of the Race* (Boston, 1979). Anne Greene a publié récemment *The Catholic Church in Haiti : Political and Social Change*

(East Lansing, Michigan, 1993). Il s'agit d'un travail de recherche mais l'auteur n'eut pas accès aux archives du Vatican qui sont, dit-elle, "étroitement gardées". Leslie Griffiths a écrit *A History of Methodism in Haiti* (Port-au-Prince, 1991) qui retrace le travail des méthodistes depuis Pétion jusqu'à l'ère de Duvalier.

Les questions de race et de couleur sont prédominantes dans des travaux récents sur la littérature haïtienne. Une attention particulière devrait être portée sur *Literature and Ideology in Haiti, 1915-1961* (London, 1981) et *Haiti and the United States* (London, 1988) de J. Michael Dash et *Le roman haïtien : idéologie et structure* (Sherbrooke, Québec, 1982), *Essays on Haitian Literature* (Washington, DC, 1983), et *Haïti : couleurs, croyances, créole* (Port-au-Prince, 1990) de Léon-François Hoffmann. Les travaux de l'anthropologue haïtien Laënnec Hurbon incluent habituellement une attention aux questions ethniques et raciales, en particulier *Le barbare imaginaire* (Port-au-Prince, 1987) et *Culture et dictature en Haïti* (Paris, 1979). Cependant, plusieurs auteurs haïtiens, comme leurs collègues français, se croient obligé d'inscrire leurs travaux substantiels dans une enveloppe métaphysique superflue fournie par le dernier *gourou* parisien.

Quant à des interprétations sur les récents événements politiques, voir *Papa Doc, Baby Doc : Haiti and the Duvaliers* (Oxford, 1987) de James Ferguson, *Haiti : the Duvaliers and their Legacy* (New York, 1988) d'Elizabeth Abbott (belle-sœur du général Henri Namphy), *The Rainy Season : Haiti since Duvalier* (New York, 1989) d'Amy Wilentz (une journaliste américaine avec de fortes convictions). Robert Heinl, chef de la mission marine américaine en Haïti sous Papa Doc a écrit avec sa femme, Nancy, une histoire d'Haïti plutôt sensationnelle titrée *Written in Blood : The Story of the Haitian People, 1492-1971* (Boston, 1978). Elle contient d'excellentes photos et elle est intéressante lorsqu'elle concerne les expériences personnelles des auteurs en Haïti.

Patrick Bellegarde-Smith a écrit deux livres, *Haiti : The Breached Citadel* (Boulder, CO, 1990) qui est une étude plutôt générale du pays, et *In the Shadow of Powers : Dantès Bellegarde in Haitian Social Thought* (Atlantic Highlands, NJ, 1985). Ces deux livres sont bien édités. Plus significativement, il y a les travaux de l'anthropologue haïtien Michel-Rolph Trouillot (mentionné dans la note 4 plus bas). Claude Moïse a écrit une importante étude sur l'histoire constitutionnelle d'Haïti dans

*Constitutions et luttes de pouvoir en Haïti* (Montréal, 1988). Michel Hector a rempli un creux dans la littérature avec son *Syndicalisme et socialisme en Haïti, 1932-1970* (Port-au-Prince, 1989). L'on se doit aussi de mentionner les travaux de Michel Laguerre, *Voodoo and Politics in Haiti* (London, 1989) et *The Military and Society in Haiti* (London, 1993). Les deux livres contiennent des chapitres intéressants faisant état des propres recherches de l'auteur. Cependant, les deux sont plutôt faibles d'un point de vue historique. Kern Delince a aussi traité du dernier sujet dans *Armée et politique en Haïti* (Paris, 1979) et *Quelle armée pour Haïti* (Paris, 1994).

## Préface de la 3<sup>ème</sup> édition

---

<sup>1</sup> William Paley, "Power Shift Imperils Haiti's Frail Stability," *The Guardian*, 13 January 1982; and Paley, "Haiti's Dynastic Despotism," *Caribbean Review*, XIII, Winter 1984, pp. 13f.

<sup>2</sup> Voir James Ferguson, *Papa Doc, Baby Doc: Haiti and the Duvaliers*, Oxford, 1987, pp. 67-75.

<sup>3</sup> Voir pp. 213f. plus bas. Aussi David Nicholls, "Embryo-politics in Haiti," *Government and Opposition*, VI, 1971, pp. 75f.

<sup>4</sup> Michel-Rolph Trouillot, *Les racines historiques de l'état duvaliérien*. Port-au-Prince, 1986; la version anglaise, *Haiti, State against Nation: The Origins and Legacy of Duvalierism* (New York, 1990) est plus qu'une traduction du texte français, comme l'auteur l'explique dans sa Préface, pp. 9f.

<sup>5</sup> Trouillot, *Haiti*, pp. 158-9. Ceci est une affirmation extrême que l'auteur modifie implicitement lorsqu'il parle du programme de Duvalier d'"équilibre" entre les noirs et les mulâtres. Au début, il y a des faits qui démontrent que François Duvalier voulait vraiment améliorer le sort des pauvres et des noirs de la classe moyenne. Contre toute attente, il fit rien de concret pour eux.

<sup>6</sup> Trouillot, *Haiti*, p. 178.

<sup>7</sup> L.F. Manigat, *Haiti of the Sixties: Object of International Concern*. Washington, DC, 1964, p. 24.

<sup>8</sup> K.A. Wittfogel, *Oriental Despotism*. New Haven, CT, 1957, p. 156.

<sup>9</sup> Voir plus bas, pp. 232f.

<sup>10</sup> Voir plus bas, pp. 234-5.

<sup>11</sup> Le rôle de ces groupes pendant les années 1970 est mentionné plus bas, p. 246; aussi p. 316, n. 24.

<sup>12</sup> Voir plus bas, pp. 224f.

<sup>13</sup> En gérant et en contrôlant la maladie plutôt que d'exterminer toute la population porcine, d'autres pays ont limité les effets à un taux de mortalité de 20 pourcent de la population porcine. On ne croit pas que la maladie affecte les humains. Voir Elizabeth Abbott, *Haiti: The Duvaliers and their Legacy*. London, 1991, pp. 203f et 247f.

<sup>14</sup> Voir Mats Lundahl, *Politics or Markets? Essays on Haitian Underdevelopment*. London, 1992, pp. 409f; et pour une évaluation moins favorable, Barbara Briggs et Charles Kernaghan, "The US Economic Agenda: A Sweatshop Model of Development," in *NACLA Report on the Americas*, XXVII, January-February 1994, pp. 37f.

<sup>15</sup> J'étais à Washington à une rencontre sur Haïti à ce moment-là et je me souviens clairement de M. Steve Horblitt (qui travaillait à ce moment avec le Black Caucus du Congrès) me rapportant la nouvelle sur un ton de jubilation. Ma réponse, "Pensez au tort que cela peut causer", fut reçue dans l'incompréhension. L'argent fut en effet largement utilisé pour renforcer les forces répressives en Haïti.

<sup>16</sup> James Allman, "L'émigration haïtienne vers l'étranger de 1950 à 1950", *Conjonction*, no. 157, mars 1983, pp. 72 et 76; Alex Stepick, *Haitian Refugees in the US*. London, 1982; Michel Laguerre, "The Haitian Niche in New York City," *Migration Today*, 7: 4, 1979, pp. 12f; Franck Laraque, "Haitian Emigration to New York," *Migration Today*, 7:4, 1979, pp.28f; Susan Buchanan, "Haitian Women in New York City," *Migration Today*, 7:4, 1979, pp.19f; Pierre-Michel Fontaine, "Haitian Immigrants in Boston: A Commentary," in R.S. Bryce-Laporte and D.M. Mortimer, eds. *Caribbean Immigration to the United States*. Washington, DC, Smithsonian Institution, Occasional Papers, 1, 1976, p. 119. Voir aussi S.H. Buchanan, "Language and Identity: Haitians in New York City," *International Migration Review*, 13:2, 1979, pp. 298f., p. 11; Bryan O. Walsh, "Haitians in Miami," *Migration Today*, 7:4, 1979, pp. 42f.

<sup>17</sup> A. Dumas-Pierre, "Les difficultés des chauffeurs haïtiens", *Collectif Paroles*, no. 19, septembre-octobre 1982, pp. 15f.

<sup>18</sup> Centre de Recherches Caraïbes, Montréal, *Enfants de migrants haïtiens en Amérique du Nord*. Montréal, 1982, et Gérard Baptiste, "Un an après le colloque sur l'enfant haïtien", *Collectif Paroles*, no. 19, septembre-octobre 1982, pp. 15f.



- 
- <sup>19</sup> Sur la migration bahamienne, voir Dawn I. Marshall, “*The Haitian Problem*”: *Illegal Migration to the Bahamas*. Kingston, Jamaica, 1979; Micheline Labelle, “Le dossier des Haïtiens aux Bahamas: une interview avec Jean-Claude Icart”, *Collectif Paroles*, no. 10, février-mars 1982, p. 26.
- <sup>20</sup> Emerson Douyon, “Sondage d’opinion sur la fuite des cerveaux”, in Douyon, éd. *Culture et développement en Haïti*. Ottawa, 1972, pp. 187f; Bastide *et al*, *Les Haïtiens en France*. The Hague, 1974.
- <sup>21</sup> André Corten, “Migracion e intereses de clases”, in G. Pierre-Charles, éd., *Politica y sociologia en Haiti y la Republica Dominicana*. Mexico, 1974, p. 68. A. Diaz Santana, “The Role of Haitian Braceros in Dominican Sugar Production,” *Latin American Perspectives*, 3:1 (no. 8), 1976, p. 121; A. Corten *et al.*, *Azucar y politica en la Republica Dominicana*. Santo Domingo, 1973; World Council of Churches, *Sold Like Cattle: Haitian Workers in the Dominican Republic*. Geneva, 1980; Ramon Antonio Veras, *Immigracion, Haitianos, Esclavitud*. Santo Domingo, 1983; Maurice Lemoine, *Azucar amargo: hay esclavos en el Caribe*. Santo Domingo, 1983.
- <sup>22</sup> Sur quelques attitudes du dix-neuvième siècle, voir plus bas, pp. 75f.
- <sup>23</sup> Juan Manuel Garcia, *La matanza de los haitianos: genocidio de Trujillo, 1937*. Santo Domingo, 1983.
- <sup>24</sup> M.S. Shugart et J.M. Carey, *Presidents and Assemblies*. Cambridge, 1992, p. 214n; voir aussi pp. 72-3.
- <sup>25</sup> Voir Laënnec Hurbon et Dany Bebel-Gisler, *Cultures et pouvoir dans la Caraïbe*. Paris, 1975; Hurbon, *Culture et dictature en Haïti*. Paris, 1979; David Nicholls, “Cultural Dualism and Political Domination in Haiti,” in Paul Sutton, éd., *Dual Legacies in the Contemporary Caribbean*. London, 1986; réimprimé dans Nicholls, *Haiti in Caribbean Context*. London, 1985, chapitre 11.
- <sup>26</sup> Voir David Nicholls, “Cultural Dualism and Political Domination,” in *Haiti in Caribbean Context*, pp. 202f.
- <sup>27</sup> Voir Leslie Griffiths, *A History of Methodism in Haiti*. Port-au-Prince, 1991, pour une analyse fouillée de cette histoire. Sur l’église épiscopaliennne au dix-neuvième siècle, voir David M. Dean, *Defender of the Race: James Theodore Holly, Black Nationalist Bishop*. Boston, 1979.
- <sup>28</sup> Je me souviens d’une conversation avec le president du Comité sur les Antilles à Londres vers mi-1987 qui prit la forme suivante. Il dit, “Je connais le prochain président d’Haïti”. “Oh, et qui sera-t-il?” “Marc Bazin; je l’ai connu à la Banque Mondiale”. Je répliquai, “Il ne sera pas le prochain président d’Haïti”. Je poursuivis, “Mais il est fortement appuyé par Washington”. “Exactement”. “Alors”, il ajouta, “puisque vous connaissez tellement Haïti, qui sera le prochain président?” “Je n’ai aucune idée; mais ce sera aucun des candidates actuels. Ce sera quelqu’un qui se tient hors scène, capable de forger une alliance d’intérêts et inspirer une base populaire significative”.
- <sup>29</sup> Sur le role crucial que ces groupes ont joué, voir Marx V. Aristide et Laurie Anderson, “Haiti’s Popular Resistance,” in *NACLA Report on the Americas*, XXVII, January-February 1994.
- <sup>30</sup> Voir son propre témoignage dans *An Autobiography*. Maryknoll, NY, 1993.
- <sup>31</sup> L’histoire du point de vue d’Aristide est racontée dans son livre, *La vérité! En vérité*. Port-au-Prince, 1989.
- <sup>32</sup> De récents travaux sur l’armée incluent ceux de Kern Delince, *Armée et politique en Haïti*. Paris, 1979, Michel S. Laguerre, *The Military and Society in Haiti*. London, 1993.
- <sup>33</sup> Voir Paul Farmer, *AIDS and the Geography of Blame*. Berkeley, 1992.
- <sup>34</sup> Je mentionne l’importance de ces groupes à la p. 246 plus bas; voir aussi la note 24, p. 316.

---

## Préface de la 1<sup>ère</sup> édition

Ce livre est le résultat d'un travail de dix ans sur l'histoire et la politique haïtiennes. Il traite du rôle joué par les notions de race et de couleur à l'heure de l'indépendance nationale. Ce ne sont pas les seules variantes significatives, et il y a un risque à les énumérer ainsi. Lorsque je retournai en Angleterre après avoir séjourné pendant plusieurs semaines chez un ami haïtien, je lui écris pour lui dire que j'avais oublié ma brosse à dent et un ou deux autres choses. Il me répondit que j'avais aussi oublié mes *lunettes bicouleurs* avec lesquelles je regardais le passé haïtien. Je serai probablement critiqué par quelques-uns pour avoir porté ces lunettes lorsque j'écrivais ce livre, et d'avoir, par conséquent, présenté une image tronquée. Un axe au centre de ma thèse est que les divisions intimement reliées à la couleur ont été une des raisons principales pourquoi Haïti échoua à maintenir une indépendance efficace. Cela n'est pas la seule raison, mais j'espère avoir démontré au centre du livre que la couleur a joué un rôle majeur dans la politique haïtienne de Dessalines à Duvalier. La même chose vaut pour l'idée de la race, et je crois que les affirmations que je fais au sujet de l'importance de la race, surtout au dix-neuvième siècle, sont corroborées dans les chapitres qui suivent.

Je souhaite remercier un certain nombre d'institutions pour leur assistance financière. Je suis reconnaissant à Alister MacIntyre et l'Institut de Recherche Économique et Sociale (Jamaïque), à Hugh Tinker et l'Institut des Relations Raciales (Londres), à Kenneth Kirkwood et l'Unité des Relations Raciales (Oxford) et au Recteur et aux Fellows d'Exeter College, Oxford. Je voudrais aussi remercier Roger Gaillard, Hervé Boyer, Roger Désir, Jules Blanchet et d'autres amis haïtiens qui m'ont aidé à comprendre leur pays. J'aimerais mentionner en particulier Leslie Manigat, dont je ne partage pas toujours les idées mais qui est invariablement imaginatif et stimulant en

---

personne et dans ses écrits. Mes remerciements aussi à Hénock Trouillot, le directeur des Archives Nationales à Port-au-Prince, pour sa gentillesse involontaire en refusant de me permettre l'accès à ces archives. S'il avait permis cet accès, j'aurais probablement eu à faire face à de tels problèmes pratiques redoutables que ce livre n'aurait peut-être jamais vu le jour. Le livre a bénéficié des critiques et des suggestions de Malcolm Cross, David Geggus, Walker Connor et de Malcolm Deas, l'éditeur de cette collection. J'aimerais aussi remercier les bibliothécaires des institutions mentionnées dans la bibliographie, notamment le Frère Lucien de l'Institut Saint-Louis de Gonzague, dont des générations de chercheurs lui sont reconnaissantes pour sa vigilance et son dévouement. Je suis reconnaissant à Bess Leach pour avoir tapé et retapé une partie considérable du manuscrit.

*Littlemore*

*David Nicholls*

Le chapitre 2 émane de « Race, couleur et indépendance en Haïti », de David Nicholls, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, April-June 1978; et une partie du chapitre 3 a pour source « A work of combat : mulatto historians and the Haitian past, 1847-1867, » *Journal of Interamerican Studies*, February 1974.

---

## Note sur la terminologie

Le nom *Ayiti* désigne toute l'île à l'ère pré-colombienne. *Hispaniola* (*Espanola*) est le nom donné à toute l'île par les Espagnols. *Saint-Domingue* réfère à la colonie française située sur la tierce partie occidentale de l'île de 1697 à 1803. *Santo Domingo* est le nom que porte la partie orientale de l'île pendant le règne espagnol colonial (1697-1821, et 1861-65). *Santo Domingo* est aussi le nom de la capitale de la partie orientale de l'île, mais il devrait être clair d'après le contexte laquelle des deux entités est désignée; la cité a été appelée *Ciudad Trujillo* de 1936 à 1961. *Haïti* est la république indépendante composée principalement de l'ancienne colonie française de Saint-Domingue, mais qui inclut aussi la partie orientale de l'île de 1822 à 1844. *La République Dominicaine* est l'état indépendant qui est composé principalement de l'ancienne colonie espagnole qui exista de 1844 à 1861, et de 1865 au présent.

---

**Carte**



---

